

# Le retournement de la Turquie

*par Thierry Meyssan*

Le président Vladimir Poutine a annoncé avoir conclu un cessez-le-feu en Syrie avec la Turquie, jusqu'ici principal soutien opérationnel des jihadistes. Comment s'explique ce coup de théâtre ? Le président Erdoğan parviendra-t-il à faire basculer son pays de l'influence états-unienne vers celle de la Russie ? Quelles sont les causes et les conséquences de ce grand retournement ?

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 3 JANVIER 2017

---

عربي DEUTSCH ΕΛΛΗΝΙΚΑ ENGLISH ESPAÑOL POLSKI PORTUGUÊS РУССКИЙ TÜRKÇE



La Turquie est membre de l’Otan, alliée de l’Arabie saoudite, patron du jihadisme international depuis l’hospitalisation du prince Bandar ben Sultan en 2012, et parrain des Frères musulmans depuis le renversement de Mohamed Morsi et la brouille entre Doha et Riyad en 2013-14. En outre, elle a attaqué la Russie en novembre 2015, détruisant un Sukhoi-24 et provoquant la rupture des relations diplomatiques avec Moscou.

C’est pourtant la même Turquie qui vient de parrainer le cessez-le-feu en Syrie, imaginé par la Russie [1]. Pourquoi ?

Depuis 2013, Washington ne considère plus Recep Tayyip Erdoğan comme un partenaire de confiance. La CIA a donc lancé diverses opérations non pas contre la Turquie, mais contre M. Erdoğan en nom propre. En mai-juin 2013, elle organise et soutient le mouvement protestataire du parc Taksim Gezi. Lors des élections législatives de juin 2015, elle finance et encadre le parti des minorités, le HDP, de manière à limiter les pouvoirs du président. Elle rejoue la même tactique lors des élections de novembre 2015 que le Pouvoir truque. La CIA passe alors de l'influence politique à l'action secrète. Elle organise quatre tentatives d'assassinat, dont la dernière en juillet 2016 tournera mal, poussant les officiers kémalistes à tenter un coup d'État sans aucune préparation.

Recep Tayyip Erdoğan se trouve donc dans la position du Premier ministre italien des années 70, Aldo Moro. Les deux hommes sont à la tête d'un État-membre de l'Otan et doivent faire face à l'hostilité des États-Unis. L'Otan est parvenue à éliminer l'Italien en manipulant un groupe d'extrême-gauche [2], mais a échoué à tuer le Turc.

Par ailleurs, pour gagner les élections de novembre 2015, Erdoğan a flatté les suprémacistes turco-mongols en rouvrant unilatéralement le

conflit avec la minorité kurde. De fait, il a ajouté à sa base électorale islamiste de l'AKP, les prétendus « nationalistes » du MHP. En quelques mois, il a fait tuer plus de 3 000 citoyens turcs d'ethnie kurde et a rasé plusieurs villages, voire des quartiers de grandes villes.

Enfin, en transmettant à al-Qaïda et à Daesh les armes que lui faisaient parvenir l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Otan, il a lié une relation étroite avec les organisations jihadistes. Il n'a pas hésité à utiliser la guerre contre la Syrie pour se faire de l'argent à titre personnel. D'abord en démontant et en pillant les usines d'Alep, puis en trafiquant le pétrole et les antiquités volés par les jihadistes. Progressivement tout son clan s'est lié aux jihadistes. Par exemple, son Premier ministre, le mafieux Binali Yıldırım, a organisé des ateliers de contrefaçon dans les territoires administrés par Daesh.

Cependant, l'intervention du Hezbollah dans la seconde guerre contre la Syrie, à partir de juillet 2012, puis celle de la Fédération de Russie, en septembre 2015, ont fait basculer le sort des armes. Désormais, la gigantesque coalition des « Amis de la Syrie » a largement perdu le terrain qu'elle occupait et a de plus en plus de difficulté à engager de nouveaux

mercenaires. Des milliers de jihadistes ont déserté le champ de bataille et se sont déjà repliés en Turquie.

Or, la plupart d'entre eux sont incompatibles avec la civilisation turque. En effet, les jihadistes n'ont pas été recrutés comme une armée cohérente, mais pour faire nombre. Ils ont été au moins 250 000, peut-être beaucoup plus encore. Au départ, il s'agissait de délinquants arabes encadrés par les Frères musulmans. Progressivement, on y a ajouté les soufis Naqchbandis du Caucase et d'Irak, voire de jeunes occidentaux en quête de Révolution. Cet invraisemblable mélange ne peut pas tenir si on le déplace en Turquie. D'abord parce que désormais les jihadistes veulent un État à eux et qu'il apparaît impossible de proclamer à nouveau le Califat en Turquie. Ensuite, pour toutes sortes de raisons culturelles. Par exemple : les jihadistes arabes ont adopté le wahhabisme des donateurs saoudiens. Selon cette idéologie du désert, l'Histoire n'existe pas. Ils ont donc détruit de nombreux vestiges antiques, prétendument parce que le *Coran* interdit les idoles. Si cela n'a pas posé de problème à Ankara, il n'est pas question de les voir toucher au patrimoine turco-mongol.

De fait, aujourd'hui Recep Tayyip Erdoğan a —outre la Syrie— trois

ennemis simultanés :

- ▶ Les États-Unis et leurs alliés turcs, le FETÖ de l'islamiste bourgeois Fethullah Gülen ;
- ▶ Les Kurdes indépendantistes et plus particulièrement le PKK ;
- ▶ Les ambitions étatiques sunnites des jihadistes, particulièrement de Daesh.

Si l'intérêt de la Turquie serait prioritairement d'apaiser ses conflits intérieurs avec le PKK et le FETÖ, celui d'Erdoğan est de se trouver un nouvel allié. Il fut celui des États-Unis à leur apogée, il souhaite devenir celui de la Russie, désormais première puissance militaire conventionnelle au monde.

Ce retournement semble d'autant plus difficile à réaliser que son pays est membre de l'Alliance atlantique ; une organisation que personne n'est jamais parvenu à quitter. Peut-être pourrait-il, dans un premier temps, sortir du commandement militaire intégré, comme le fit la France, en 1966. À l'époque, le président Charles De Gaulle avait dû faire face à une tentative de coup d'État et à de nombreuses tentatives d'assassinat de l'OAS, une organisation financée par la CIA [3].

À supposer que la Turquie parvienne à gérer cette évolution, elle devrait encore affronter deux autres problèmes majeurs.

En premier lieu, bien que l'on ignore précisément le nombre de jihadistes en Syrie et en Irak, on peut estimer qu'ils ne sont plus aujourd'hui qu'entre 50 et 200 000. Sachant que ces mercenaires sont massivement irrécupérables, que va-t-on en faire ? L'accord de cessez-le-feu, rédigé de manière volontairement imprécise, laisse ouvert la possibilité d'une attaque contre eux à Idleb. Ce gouvernorat est occupé par une kyrielle de groupes armés, sans liens les uns avec les autres, mais coordonnés par l'Otan depuis le LandCom d'Izmir, via des ONG « humanitaires ». À l'inverse de Daesh, ces jihadistes n'ont pas su s'organiser correctement et restent tributaires de l'aide de l'Alliance atlantique. Celle-ci leur parvient via la frontière turque, qui pourrait être bientôt fermée. Cependant, s'il est facile de contrôler les camions qui empruntent des routes bien définies, il n'est pas possible de stopper le passage des hommes à travers champs. Des milliers, peut-être des dizaines de milliers de jihadistes pourraient bientôt fuir vers la Turquie et la déstabiliser.

La Turquie a déjà débuté son changement de rhétorique. Le président

Erdoğın a accusé les États-Unis de continuer à soutenir les jihadistes en général et Daesh en particulier, laissant entendre que s'il l'a fait lui aussi par le passé, c'était sous la mauvaise influence de Washington. Ankara ambitionne de gagner de l'argent en confiant la reconstruction de Homs et d'Alep à sa société de bâtiments et travaux publics. Toutefois, on voit mal comment après avoir payé des centaines de milliers de Syriens pour qu'ils quittent leur pays, après avoir pillé le Nord de la Syrie, et après avoir soutenu les jihadistes qui ont détruit ce pays et ont tué des centaines de milliers de Syriens, la Turquie pourrait éluder toutes ses responsabilités.

Le retournement de la Turquie, s'il se confirme dans les mois à venir, provoquera des conséquences en chaines. À commencer par le fait que le président Erdoğan se présente désormais non seulement comme l'allié de la Russie, mais comme le partenaire du Hezbollah et de la République islamique d'Iran, c'est-à-dire des héros du monde chiite. Fini donc le mirage d'une Turquie leader du monde sunnite, bataillant les « hérétiques » avec l'argent saoudien. Mais le conflit artificiel intra-musulmans que Washington a lancé ne s'arrêtera pas tant que l'Arabie saoudite n'y aura pas renoncé elle aussi.

L'extraordinaire basculement de la Turquie est probablement difficile à comprendre pour les Occidentaux, selon qui la politique est toujours publique. Sans évoquer l'arrestation d'officiers turcs dans un bunker de l'Otan à Alep-Est, il y a deux semaines, il est plus facile à interpréter pour ceux qui se souviennent par exemple du rôle personnel de Recep Tayyip Erdoğan durant la première guerre de Tchétchénie, alors qu'il dirigeait la Millî Görüş ; un rôle dont Moscou n'a jamais parlé, mais sur lequel les services de renseignement russes ont conservé de nombreuses archives. Vladimir Poutine a préféré transformer un ennemi en allié, plutôt que de le faire tomber et de devoir continuer à se battre contre son État. Le président Bachar el-Assad, sayyed Hassan Nasrallah et l'ayatollah Ali Khamenei lui ont volontiers emboité le pas.

**À retenir :**

- ▶ Après avoir espéré conquérir la Syrie, le président Erdoğan se trouve, du seul fait de sa politique, contesté sur trois fronts : par les États-Unis et le FETÖ de Fethullah Gülen, par les Kurdes indépendantistes du PKK, et par Daesh.
- ▶ À ces trois adversaires, pourrait à nouveau s'ajouter la Russie qui détient de nombreuses informations sur son parcours personnel. Aussi le président Erdoğan a-t-il choisi au contraire de s'allier avec Moscou et pourrait-il sortir du commandement intégré de l'Otan.

*Thierry Meyssan*

---

[1] « [Les documents du cessez-le-feu en Syrie \(complet\)](#) », "Resolution 2336 (Syrian Ceasefire, Astana Talks)", *Réseau Voltaire*, 31 décembre 2016.

[2] « [La guerre secrète en Italie](#) », par Daniele Ganser, *Réseau Voltaire*, 6 février 2010.

[3] « [Quand le stay-behind voulait remplacer De Gaulle](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 10 septembre 2001.

---

Source : « [Le retournement de la Turquie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 janvier 2017, [www.voltairenet.org/article194807.html](http://www.voltairenet.org/article194807.html)